

Manifeste du 1er-Mai

Étienne Lambert Boundzanga : "Les travailleurs du Gabon vous invitent à regarder dans le rétroviseur"

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

« **NUL** besoin de décrire la situation précaire dans laquelle sont plongées actuellement de nombreuses familles gabonaises, en raison des licenciements massifs, pour motifs économiques, enregistrés ici et là, notamment dans le secteur pétrolier. Les travailleurs du Gabon vivent désormais dans la hantise et la peur du lendemain. Le chômage tue et tuera toujours si des mesures précises et adaptées, préalablement discutées entre les trois partenaires (État-patronat-travailleurs), ne sont pas prises pour l'atténuer dans des proportions raisonnables. » C'est le tableau quasi-pessimiste dressé hier au Premier mi-



Photo : Wilfried MBINAH

Le représentant des 17 centrales syndicales des travailleurs Etienne Lambert Boundzanga a dressé un tableau peu reluisant de la quasi-totalité des secteurs d'activités.

nistre par le président de la Confédération syndicale des travailleurs démocratiques (CSTD), Étienne Lambert

Boundzanga, qui a lu le manifeste du 1er-Mai, au nom de tous les travailleurs regroupés au sein des 17 cen-

trales syndicales du pays. « Pour les travailleurs du Gabon, le 1er-Mai 2019 ne peut donc pas revêtir ce ca-

ractère festif et de totale réjouissance, au regard de l'environnement actuel, marqué par des effets dévastateurs de la crise économique qui frappe notre pays et qui altère le climat social. La gravité de celle-ci n'est donc pas à sous-estimer, car il ne se passe plus de jour sans qu'un nouveau secteur ne soit menacé par des grèves et des blocages divers », a, pour sa part relevé, le Premier ministre, Julien Nkoghe Békale. S'appuyant sur le thème de cette année : « Un dialogue social effectif dans un monde en pleine mutation », le leader syndical a rappelé que cette thématique « implique une formation professionnelle appropriée pour une meilleure employabilité du travailleur, une rémunération décente, un dialogue social ouvert, permanent et

démocratique, une annulation totale ou partielle des mesures d'austérité issues du Conseil des ministres du 29 mars 2019, une meilleure politique de protection et de sécurité sociale des travailleurs, une lutte contre la dégradation des services publics, la précarité, le chômage... » « Les travailleurs du Gabon vous invitent à regarder dans le rétroviseur, afin que vos mesures d'austérité soient orientées vers des politiques publiques communautaires de développement, gage d'une distribution équitable de richesse nationale », a poursuivi Etienne Lambert Boundzanga. Une voie, qui selon lui, devrait permettre de rétablir l'équilibre social tel que souhaité par les instances internationales.

Micro-trottoir/Paroles de syndicalistes et de travailleurs

Respect des droits et amélioration des conditions de travail



Photo : Prissilla Moussavou Mouily

René Mba-Beh, secrétaire général du Syndicat des agents de l'aménagement du territoire (S.A.A.T) au ministère des Infrastructures et des Travaux publics. "Cette journée permet de se remémorer des combats menés par les travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions de travail. C'est donc une journée de souvenir et l'occasion pour nous, syndicats, de lever l'amalgame sur notre rôle qui ne consiste pas à nuire à nos responsables hiérarchiques, mais plutôt à défendre les droits des employés. Il faut s'exprimer librement, tout en sachant que notre liberté s'arrête là où commence celle de l'autre. Nous sommes dans un pays de

droit, avec des règles établies. Nous ne devons pas les enfreindre".



Photo : Prissilla Moussavou Mouily

Paul Larry Ndang Mezui, secrétaire général adjoint du Syndicat national des agents de la Cnss (Syna-Cnss) "Le 1er-Mai est l'occasion pour chaque travailleur de revendiquer ses droits et des meilleures conditions de travail, et d'interpeller les autorités sur les droits de l'employé. Entre autres, le suivi médical, la rémunération... Un travailleur qui ne bénéficie pas d'un suivi médical aura du mal à exercer convenablement son activité. Mais également, lorsque le salaire n'est pas versé

régulièrement ou conformément aux dispositions réglementaires, cela constitue un motif de frustration pour beaucoup de travailleurs, une source de découragement. Ce qui peut avoir un impact négatif sur la productivité de l'entreprise ou d'une administration. Au Gabon, même si les droits du travail sont respectés, il n'en demeure pas moins qu'il y a une violation flagrante de ces droits par certains employeurs. J'ai connu des cas de femmes qui, de retour de leurs congés de maternité, ont perdu leur travail ! Or, selon les dispositions du Code du travail, une femme ne peut faire l'objet d'un licenciement pendant la période des congés de maternité".

Patrick Nzoghe Bekale, secrétaire général adjoint du Syndicat des professionnels de la communication (Syprocom) "En ce 1er-Mai, nous interpellons l'État à revoir les conditions de vie des communicateurs, en améliorant leurs conditions de travail tout en leur accordant un traitement salarial correspondant à leurs astreintes. Nous revendiquons également notre liberté syndicale. C'est la preuve que

près depuis 30 ans, après la Conférence nationale, la liberté syndicale n'est pas acquise au Gabon. C'est un combat que nous menons, il faut la conquérir par tous les moyens. Nous, en tant que syndicat des professionnels de la communication, nous essayons de la défendre, parce que nous portons les valeurs d'intégrité qui doivent régner dans le monde syndical".



Photo : Prissilla Moussavou Mouily

Scott Mabikou, agent d'Averda "L'événement qui nous réunit est certes festif, mais bien au-delà de cet aspect, il nous donne l'occa-

sion de nous interroger sur certaines professions comme la nôtre, qui sont encore marginalisées. Le travail d'éboueur n'est pas une activité que tout le monde souhaite exercer. Je ne pense pas qu'au Gabon, on va à l'école pour finir dans le secteur de la collecte des ordures. La responsabilité revient au gouvernement d'amener les jeunes à s'intéresser à ce secteur d'activité, qui a son importance dans le développement de la cité. Une ville propre et belle est forcément attractive pour les investisseurs et touristes".

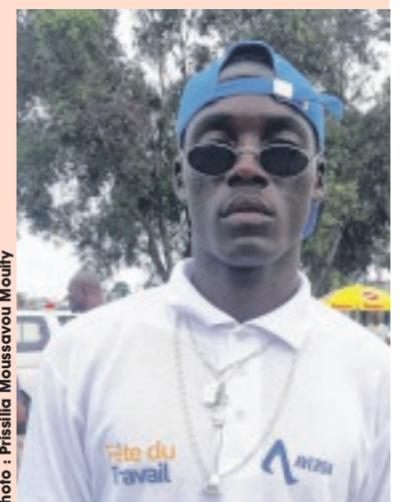


Photo : Prissilla Moussavou Mouily

Propos recueillis par P.M.M

C'était dans la fête



Photo : BOTOUNOU

Un malade mental s'invite au défilé Le défilé marquant la célébration de la fête du Travail, hier sur le

boulevard triomphal, n'a pas été seulement une affaire des seuls travailleurs. Ne voulant pas rester en marge des festivités, un malade mental s'est invité dans une des séquences du défilé librevillois. De toutes les façons, personne ne l'a vu au moment où il a pris position à la suite des agents du Pari mutuel urbain gabonais (PMUG). Il est passé devant la tribune, saluant, comme les groupes d'entreprises qui l'ont précédé, les officiels, en tête

desquels le Premier ministre chef du gouvernement.

"Traitement efficace, traitement efficace, traitement efficace" Pendant que le public présent sur l'esplanade du palais Omar Bongo Ondimba (Sénat) pour assister au défilé de la fête du 1er-Mai attendait impatiemment l'arrivée du Premier ministre, Julien Nkoghe Békale, un garçonnet meublait le temps en vantant les

produits d'un pseudo-cabinet médical traditionnel. Tout en brillant "Traitement efficace...", le gamin distribuait des dépliants sur lesquels il était mentionné toutes sortes de maladies que soignerait ce "cabinet" à base de la médecine traditionnelle. Tout y était : mauvais sorts, faiblesse sexuelle, etc.

"L'eau et l'électricité manquent, rendez-nous notre argent !"

C'est l'écho qui revenait avec insistance, hier au passage très bariolé des agents de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) devant la tribune officielle, à l'occasion du défilé marquant la fête du Travail à Libreville. Le public venu massivement assister au défilé a ainsi pris sa revanche, suite aux nombreuses irrégularités observées dans la fourniture de l'eau et de l'électricité, autant dans la capitale que l'arrière-pays.

Rassemblés par CNB